



LETTRE AUX ÉLUS DU BAS-RHIN

Juin 2020

Le semestre qui s'achève nous aura tous marqué à bien des égards. Ces dernières semaines, l'actualité se bouscule, entre la reprise de l'activité dans des conditions plus « normales », les mesures du 3^{ème} projet de loi de finances rectificative pour 2020 actuellement en discussion au parlement, l'installation des conseils municipaux et communautaires pour la très grande majorité des collectivités du département, l'organisation du second tour des élections municipales le 28 juin ... et les affaires plus courantes.

Dans ce contexte, il m'a paru opportun de vous proposer un numéro centré sur quelques informations essentielles. Certaines sont déjà connues mais parmi vous figurent de nouveaux élus, que je félicite pour leurs nouvelles fonctions, les calendriers sont parfois serrés et un rappel n'est jamais inutile.

Bonne lecture et à très bientôt,

Françoise COULONGEAT

Directeur régional des finances publiques

Accompagnement des nouveaux élus

Comme après échéance électorale, les services des finances publiques accompagnent les maires dans leur prise de fonction.

Un certain nombre d'entre vous a déjà pu rencontrer le comptable public et/ou le conseiller aux décideurs locaux, interlocuteur de la collectivité dont il a la charge ; des réunions collectives seront également organisées, selon les modalités les plus adaptées au contexte de crise sanitaire dans les prochaines semaines.

D'ores et déjà, des outils sont mis à votre disposition :

- le [Guide du maire](#), en ligne sur le site www.collectivites-locales.gouv.fr,
- un certain nombre de [dépliants de la DGFIP](#) sur les finances locales,
- une série de vidéos pédagogiques (chacune de 5' environ) présentant les thèmes prioritaires de l'offre de services 2020 de la DGFIP, accessibles sur la chaîne Youtube de la DGFIP, (<https://www.youtube.com/user/dgfipmedia>).

Huit sujets seront traités :

- Les nouveaux interlocuteurs des maires à la DGFIP ;
- Qualité comptable : de nouveaux outils à la disposition des maires ;
- Comment savoir si un service public local est soumis à la TVA ?
- Quels moyens de paiement proposer aux usagers ?
- Se prémunir contre les escroqueries aux faux ordres de virement ;
- Le calendrier fiscal du maire ;
- Comment travailler en mode dématérialisé avec son comptable public ;
- Comment diversifier et mieux piloter les recettes locales.

Le bloc communal acteur de sa fiscalité : les commissions

Conformément aux articles 1650 et 1650 A du code général des impôts (CGI), une commission communale des impôts directs (CCID) et une commission intercommunale des impôts directs (CIID) doivent respectivement être instituées dans chaque commune et dans chaque EPCI soumis au régime de fiscalité professionnelle unique.

Le 2 juin 2020, la DGFIP vous a adressé via le PIGP (portail internet de la gestion publique) un courrier vous rappelant les enjeux et les modalités de désignations des membres. Téléchargez-le sans attendre si vous ne l'avez pas encore fait.

La désignation des commissaires doit être effectuée par le directeur régional des finances publiques dans un délai de 2 mois à compter de l'installation des organes délibérants, à partir d'une liste de contribuables proposée sur délibération des conseils municipal ou communautaire.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site internet www.collectivites-locales.gouv.fr qui présente dans un espace dédié l'ensemble des informations relatives à ces commissions :

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/commissions-des-impots-directs>

Si vous n'avez pas encore proposé des commissaires, n'attendez plus pour transmettre par courriel ou voie postale la liste des personnes proposées, en nombre double, accompagnée d'une copie de la délibération.

Si un second tour est nécessaire dans votre commune, ce tableau est à transmettre après installation et délibération du nouveau conseil municipal.

En l'absence de proposition, ou en présence d'une liste incomplète ou comportant des personnes ne remplissant pas toutes les conditions, dans le délai de deux mois à compter de l'installation des conseils, une désignation d'office des commissaires amenés à siéger en CCID/CIID devra être réalisée.

Pour toutes informations complémentaires, vous pouvez nous contacter à l'adresse mail suivante : drfip67.pgf.gestfiscale-fonc@dgfip.finances.gouv.fr

Le bloc communal acteur de sa fiscalité : rappel de dates de délibération

Taxe de séjour (covid19) :

L'article 3 du 3^{ème} projet de loi de finances rectificative pour 2020 n° 3074 prévoit de permettre aux collectivités d'exonérer totalement les redevables de taxe de séjour au titre de l'année 2020. La délibération doit être prise entre le 10 juin et le 31 juillet 2020.

Cotisation foncière des entreprises (covid19):

L'article 17 de ce même projet de loi de finances rectificative prévoit de permettre aux collectivités d'instituer un dégrèvement des 2/3 du montant de la CFE des entreprises affectées par le covid19. Le dégrèvement est pris en charge à 50 % par l'État et à 50 % par les collectivités par imputation sur leurs avances de fiscalité.

La délibération doit être prise entre le 10 juin et le 31 juillet 2020.

Enfin, il est rappelé que, dans le cadre de la campagne 2020 et en raison du contexte sanitaire, la date limite de délibération en matière de taux des impôts directs locaux et de produits de fiscalité locale est fixée **au 3 juillet 2020** ([ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020](#)),

quelle que soit la situation de votre collectivité au regard des élections municipales (élection acquise au premier tour ou non).

Pour plus d'information sur ces sujets, vous pouvez contacter le service de la Fiscalité directe locale : _drfip67.sfdl@dgfip.finances.gouv.fr

Actualité : Très bientôt, la consultation des services du Domaine se fera en ligne !

Déjà utilisée par les collectivités locales et les services de l'État pour outiller de nombreuses procédures administratives, la généralisation de la plateforme « [demarches-simplifiees.fr](https://www.demarches-simplifiees.fr) » (DS) pour la dématérialisation de la procédure de consultation du Domaine va être mise en œuvre dans le Bas-Rhin à compter de septembre 2020.

Cette simplification représente une évolution majeure qui permettra de dématérialiser totalement les échanges avec les pôles d'évaluation (PED), ce qui facilitera la dématérialisation des démarches administratives.

Gratuite, facile d'emploi et accessible depuis n'importe quel ordinateur disposant d'un accès internet à partir de l'adresse « <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/consultation-du-domaine> », la plateforme DS permettra aux consultants (collectivités locales, établissements publics nationaux et locaux, autres personnes publiques et privées tenues à la consultation du Domaine) d'adresser, de manière fiable et sécurisée, au PED un formulaire de demande d'avis en ligne.

Ce dernier sera accompagné des pièces jointes nécessaires à la réalisation de l'évaluation, quels que soient la taille (jusque 200 Mo par document) et le format de ces documents. Les consultants pourront également modifier ou compléter leurs demandes après envoi au PED, suivre l'avancement du traitement de leurs dossiers, échanger sur les dossiers avec le pôle d'évaluation au moyen de la messagerie électronique interne à l'application, recevoir l'avis d'évaluation et, enfin, consulter et conserver pendant une durée de trois ans les dossiers traités.

Cette nouvelle modalité de saisine du Domaine fera l'objet d'une information et d'un accompagnement courant septembre 2020, comme l'illustre la bande dessinée jointe .

Point sur la dématérialisation.

Au mois de mai 2020, 77,16 % des budgets principaux (BP) des collectivités et établissements publics du département ont eu recours à la signature électronique et dématérialisent l'envoi de leurs pièces justificatives. Concrètement, sur les 823 budgets émetteurs de flux, 668 signent électroniquement leurs flux PES. Comme cela a déjà été indiqué, le retard du département est lié à une moindre utilisation de la signature électronique (80,91 % dans le département contre plus de 90 % dans la région Grand Est, comme au niveau national) alors que des solutions simples existent.

Fin avril 2020, pour le Bas-Rhin, 48.423 avis de sommes à payer (ASAP) ont été édités par la filière éditique de la DGFIP, contre 40.252 à la même date en 2019. Cette solution gratuite et source de simplifications n'est à ce stade mise en œuvre que pour 51% des budgets collectivités du Bas-Rhin contre 56% au niveau national.